C★E★R★M★T★R★I
FONDS
LEVY-PRUDHOMMEAUX

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

2e ANNEE. — N° 89. HEBDOMADAIRE 0 fr. 50 VENDREDI 22 MAI 1931.

Au Congrès des mineurs :

« Legay (du comité des 22) estime que le Bureau fédéral a eu tort de convoquer le Comité national pour le 12 mars. Il fallait laisser les communistes aller au mouvement qu'ils avaient annoncé et ne point leur fournir une occasion d'éviter de faire la preuve de leur absence d'influence ». *Le Peuple.*

que les révoqués unitaires et confédés se le disent :

Voilà les tartuffes de l'unité

Litvinoff contre Lénine

Les Palabres de Genève

A chaque nouvelle session de la Société des Nations, le bel édifice de « paix » et de conciliation des peuples ennemis, si chaleureusement approuvé et célébré par la social-démocratie du monde entier, menace de s'écrouler comme un château de cartes, miné par des divergences toujours plus profondes. La session actuelle a eu à trancher un lourd problème posé par l'Anschluss. Une fois de plus la S. D. N. s'avère incapable de donner à cette question une réponse décisive et elle choisit comme toujours un chemin détourné pour éviter une cassure trop visible renvoyant l'affaire devant le Tribunal de La Haye, haut siège de la « justice internationale ». Même ce compromis n'arrange en rien le problème de l'Anschluss qui a fait couler déjà tant d'encre dans la presse capitaliste, en attendant que le capitalisme fasse couler sous ce prétexte ou sous un autre, le sang des peuples.

Briand et François Poncet ont trouvé cette fois-ci à Genève un accueil extrêmement réservé et même hostile, signe évident du déclin de l'impérialisme français. Les belles paroles de Henderson et autres célébrant Briand comme le « créateur de Pan-Europe », et « symbole de volonté de paix » sont en même temps un discours d'adieu à l'« Aventurier » Briand. Briand n'a pas digéré son échec aux élections présidentielles et a cru bon comme tout petit bourgeois animé de désespoir, de parler sévèrement devant l'aéropage de Genève, en attaquant les délégués allemands et autrichiens. Cette sortie du représentant de l'impérialisme français trouva une réplique cinglante dans le discours de Curtius.

Contre sa volonté, Briand fut contraint d'accepter un compromis qui ne liquide point l'accord austro-allemand, mais retarde son entrée en vigueur en le soumettant au jugement de la « Cour suprême de La Haye ».

Les discussion et les discours de Genève nous renseignent sur l'état d'esprit des différents impérialismes. Les mots choisis, les phrases ronflantes ne peuvent couvrir les appétits annexionnistes des Etats, qui fouettés par la crise économique montante étouffant dans leurs propres contradictions, cherchent le salut dans de nouveaux débouchés.

L'accord austro-allemand qui a des causes objectives profondes dans la crise même, est l'évènement qui détermine aujourd'hui la politique d'au moins la moitié de l'Europe, et crée chaque jour de nouveaux regroupements. A la France il apporte le risque de se voir lâchée par la Tchécoslovaquie et par la Roumanie.

C'est pourquoi les prolétaires français peuvent aujourd'hui voir leur « patrie » impérialiste rapace devenir le champion de l'indépendance autrichienne contre l'impérialisme allemand ! Cela est d'autant plus curieux que le représentant de l'Autriche lui-même n'estime nullement que l'indépendance de son pays fut menacée, au contraire. Mais Briand ne se laissa pas convaincre. Par une étrange coïncidence, les impérialistes ont trouvé que « les finances d'Autriche vont très mal », que la bourgeoisie autrichienne dirige très mal ses affaires, que les dépenses qu'elle fait pour les fonctionnaires sont excessives, et, ce qui est touchant, que « l'accord austro-allemand » risque d'élever le nombre de chômeurs dans le pays ».

Toute cette attention s'accompagne de la menace faite par la France de ne pas accorder l'emprunt sollicité, si l'Autriche persiste dans sa volonté d'union douanière avec l'Allemagne.

Ces discussions et ces discours cachent difficilement cette simple vérité que le ministre allemand Curtius a exprimé involontairement. « Derrière les formules juridiques il y a la vie, les forces économiques vivantes ».

C'est de ces forces économiques, c'est-à-dire de la nécessité impérieuse pour les impérialistes de sortir de l'impasse où ils ont abouti par leur faute, qu'il s'agit à Genève et partout ; poussés chaque jour plus loin ils préparent l'issue : « la guerre ». Aucun camp n'est encore suffisamment préparer pour oser rompre l'équilibre; mais le prolétariat ne doit pas être dupe : « les forces économiques vivantes » dont a parlé Curtius mèneront les parties rivales à recourir à la guerre.

⁂

En même temps que la S.D.N. siège à Genève la Commission économique de Pan-Europe. A son ordre du jour figure la crise économique et les remèdes pour l'alléger. Cette conférence prend une grande importance pour les prolétaires surtout à cause de la participation de l'U.R.S.S. qui a délégué Litvinov et Chintschuk. L'opposition de gauche a dès le début donné son opinion sur la signification de toutes ces conférences pour Pan-Europe, et critiqué vigoureusement la direction centriste de l'I. C. et de l'U.R.S.S. pour avoir décidé de participer à cette entreprise capitaliste de bluff. Depuis, les staliniens tombés dans le piège continuent à pratiquer la politique de présence et au lieu de déchirer le voile pacifiste et de dire aux masses qu'elles n'ont rien à attendre de ces conférences. Ils aident en fait les capitalistes à détourner le prolétariat de la lutte directe.

Le grand discours de Litvinov a fourmillé d'affirmations contradictoires et contenu peu de choses qui puissent trouver écho parmi les masses. Nous voulons en souligner deux points : D'abord Litvinov a rendu un mauvais service au « chef du prolétariat mondial », Staline, en affirmant que les deux systèmes le système socialiste de l'U.R.S.S. et le système capitaliste peuvent coexister pacifiquement ».

Or, ou le plan quinquennal ne réussit pas et l'U.R.S.S. est loin d'atteindre au socialisme, ainsi que le crient sur les toits les staliniens, ou la seule découverte théorique du génie stalinien, reprise et répétée par tous les staliniens : « avec la réussite du plan quinquennal croît le danger d'intervention contre l'U. R.S.S. », est fausse. La coexistence pacifique ne peut être comprise autrement que par l'atténuation de la lutte fondamentale du capitalisme contre l'U.R.S.S. Il est vrai, ainsi que le font ironiquement remarquer les journaux bourgeois que Litvinov tient à Genève un discours qui est loin d'être révolutionnaire. Mais ce n'est pas seulement ce langage de Litvinov qui en est la cause, c'est toute la politique de la dictature du prolétariat dégénérée par les centristes du « national-socialisme », qui crée les contradictions dont nous venons de parler.

Le deuxième point intéressant dans le discours de Litvinov, c'est la corrélation indignée par lui entre la crise économique mondiale et l'exportation russe. Nous, l'opposition, nous n'avons jamais cessé d'attirer l'attention des staliniens sur la dépendance de l'U.R.S.S. du monde capitaliste, d'où l'utopie du « socialisme dans un seul pays », mais c'est en vain. Les staliniens qui sont en politique de vulgaires empiriques, arrivent maintenant sous le coup de la réalité aux mêmes conclusions, mais ils sont incapables d'en tirer les déductions nécessaires. Au lieu de rassembler le prolétariat autour du mot d'ordre de « collaboration économique » proposé par l'opposition bien avant la crise, ils négligent de mobiliser la sympathie des masses, de transformer ce mot d'ordre en levier puissant pour l'action révolutionnaire. Les néo-mencheviks staliniens ont du mépris pour l'action des masses, et toute confiance dans les travaux diplomatiques autour de la Table ronde de Genève.

A la voie de Lénine — voir dans le prolétariat mondial le facteur décisif d'achèvement de la révolution socialiste en U.R.S.S., ils opposent la voie de la diplomatie et de l'accord entre l'U.R.S.S. et les Etats capitalistes.

Litvinov contre Lénine, voilà le chemin des staliniens.

Cette politique des staliniens est acceptée avec bienveillance par les capitalistes qui n'osent pas encore attaquer ouvertement l'U. R.S.S. Ici, comme pour l'accord douanier, tout réside dans la crainte qu'à chaque impérialisme de déclancher immédiatement une guerre.

Mais le moment venu, les contradictions seront sans issue, le capitalisme fera la guerre et ce sera l'U.R.S.S. qui sera visée la première. Où trouvera-t-elle ses défenseurs ? Dans des accords signés entre Litvinov et les capitalistes ? ce sont des chiffons de papier ! La négligence des staliniens à mobiliser effectivement les masses pour la défense de l'U.R. S. S. leur mépris pour le prolétariat mondial, peuvent coûter cher à la dictature du prolétariat ce que nous dénonçons et ce sur quoi nous voulons attirer l'attention du prolétariat à travers les palabres de Genève.

La répression " Républicaine "

Le Gouvernement provisoire passe aux actes !

Pour l'Unité du P. C. E.
Pour la libération de tous les Communistes emprisonnés.

Les nouvelles qui nous parviennent de Madrid confirment la note passée la semaine dernière dans toute la presse et d'après laquelle 17 communistes furent arrêtés dans un bar, au cours d'une réunion. Nos camarades de Madrid nous écrivent : « Après que votre délégué eut fait sa conférence au Café-siège de l' « Agrupacion » de Madrid, la police a interdit au propriétaire du café de donner la salle pour nos conférences sans l'autorisation de la Direction Générale de Sûreté (Direccion General de Seguridad). Le 15 Mai la police a arrêté 17 de nos camarades qui se sont trouvés dans le café et ils sont maintenant à la disposition du juge militaire. Parmi les arrêtés se trouve notre camarade Lacroix et d'autres militants de l'opposition de gauche ».

Nous avons écrit dans la *Vérité* de vendredi dernier que le président du Conseil Alcala Zamora et le ministre de l'Intérieur Miguel Maura annonçaient des représailles contre « les extrémistes de gauche », c'est-à-dire contre nos camarades oppositionnels qui, à défaut d'un parti communiste, dirigent avec leurs faibles moyens les luttes spontanées du prolétariat révolutionnaire d'Espagne. Zamora et Maura ont tenu leur promesse : pour briser l'élan des masses révoltées, pour les laisser sans direction et les jeter dans la confusion, le Gouvernement provisoire a arrêté les meilleurs militants communistes. Notre camarade Lacroix qui vient d'être libéré il y a à peine trois semaines par les ouvriers révolutionnaires de Valence, après avoir connu de longs mois de détention dans les prisons de la dictature, ce qui a ébranlé considérablement sa faible santé, est aujourd'hui enfermé par le Gouvernement républicain socialiste.

Avec Lacroix, d'autres militants, moins éprouvés, mais aussi dévoués que lui à la cause prolétarienne, sont enfermés dans les prisons de la république. Notre devoir, le devoir de tout ouvrier révolutionnaire est d'alerter l'opinion de la classe ouvrière de tous les pays et d'élever une protestation vigoureuse contre la répression de la bourgeoisie espagnole dont les meilleurs militants révolutionnaires sont aujourd'hui les victimes.

La bourgeoisie espagnole soutenue par la social-démocratie commence à jouer un rôle ouvertement et cyniquement réactionnaire. Le Gouvernement provisoire qui se montre de plus en plus le chien de garde de la bourgeoisie féodalo-capitaliste, trompe par ses décrets hypocrites et mensongers les masses populaires. Aussitôt que les ouvriers et les paysans révoltés commencent à bouger, le Gouvernement provisoire publie une dizaine de décrets dans lesquels il promet dans des termes nébuleux et volontairement ambigus la confiscation de certaines terres à certaines conditions ; la confiscation des biens de la monarchie déchue ; la séparation de l'Etat et de l'Eglise; le châtiment des responsables de la dictature, etc.

Le lendemain, après que la publication de ces décrets a joué son rôle de narcotique assoupissant la vigilance des masses, le Gouvernement renvoie par une « mise au point » toutes ces réformes radicales aux calendes grecques des Cortès constituantes.

Mais le 10 mai les ouvriers de Madrid et de la province étaient sortis dans la rue pour faire respecter, par l'action directe, la volonté des masses exploitées. Ils ont châtié eux-mêmes l'ennemi le plus haï du peuple — le clergé. Alors, le Gouvernement républicain-socialiste a enlevé son masque de laïcité et de démocratie et a réprimé sauvagement les manifestants. Il a dirigé la pointe de sa répression contre les « extrémistes de gauche », c'est-à-dire contre les communistes oppositionnels qui ont tâché d'élaborer un programme politique et social correspondant aux intérêts vitaux des masses révoltées, susceptible de rendre leurs manifestations plus concentrées et plus réfléchies ; de donner à ces manifestations spontanées une direction clairvoyante qui permette aux masses de mener mieux et avec plus de succès leur action révolutionnaire.

L'arrestation des militants révolutionnaires ne pourra qu'augmenter la colère des ouvriers. L'indignation dans les cercles ouvriers est grande et la campagne de protestation contre l'acte arbitraire du Ministre de Gobernacion s'élargit dans les syndicats. Les ouvriers de toutes les tendances, organisés dans les syndicats réformistes (Union Générale du Travail) ou dans les Syndicats anarchistes (C.N.T.) doivent se rappeler que les leaders socialistes Caballero, Prieto et de los Rios partagent la même responsabilité dans cet acte arbitraire que Zamora et Maura. Les ouvriers espagnols doivent aujourd'hui demander des comptes à ceux qui prétendent les représenter dans le Gouvernement Provisoire. Ces ministres socialistes se sont rangés ouvertement du côté de la bourgeoisie contre les ouvriers, contre les meilleurs défenseurs des intérêts prolétariens. Tout ouvrier éclairé le comprend maintenant. Mais cette vérité doit être dite à toutes les couches du peuple exploité. La propagande révolutionnaire de tous les communistes espagnols, à quelque tendance qu'ils appartiennent, doit démasquer devant les ouvriers et les paysans de toute l'Espagne le rôle de trahison que jouent les ministres socialistes dans le Gouvernement Provisoire.

⁂

Il est très important que dans cette lutte révolutionnaire qui se déroule dans des conditions extrêmement pénibles, les communistes espagnols ne restent pas abandonnés à eux-mêmes et isolés du mouvement prolétarien des autres pays. Le mouvement communiste espagnol compte beaucoup sur l'appui de la Section latine la plus forte de l'I.C. — le P.C. français. Cependant, l'esprit bureaucratique et la dégénérescence stalinienne qui règnent actuellement dans toute l'I.C., poussent le P.C.F. à tourner le dos au mouvement communiste espagnol qui, à la suite d'un régime insupportable de quelques « fidèles » à l'appareil de l'I.C., se développe en dehors des rangs du P.C. officiel.

L'*Humanité* a passé la note sur l'arrestation du groupe communiste dans le Bar International sans commentaire, comme toute la presse bourgeoise. Depuis, elle ne s'est pas intéressée au sort des camarades arrêtés. Pourquoi ? Parce que ces communistes ne sont pas des « fidèles », des staliniens 100 %. Peu importe aux bureaucrates que *tout le Parti* soit derrière ces camarades, que les ouvriers les suivent dans les syndicats, que le Gouvernement républicain-socialiste les persécute : ils sont inscrits dans les archives de l'I.C. comme « exclus ». Cela suffit aux bureaucrates zélés du P.C.F. pour ne pas prêter la moindre attention à ces « hérétiques ». Or, en quoi consiste leur hérésie. Rappelons-le encore une fois brièvement à nos lecteurs.

Toute l'organisation de Madrid en un seul bloc, de même que la Fédération catalano-baléare, a refusé de suivre le Comité Exécutif du P.C.E. dans son aventure scionniste dans la C.N.T. Le Comité Exécutif n'a réussi qu'à Séville, où il est arrivé, grâce à l'influence toute personnelle de Manuel Adame, à créer un mouvement syndical dirigé par lui. A Madrid, comme partout ailleurs, le Comité Exécutif n'a pas été suivi par la base même du P.C.E. Alors toute l'organisation a été exclue. C'est cette organisation (« agrupacion communiste de Madrid ») qui dirige actuellement quelques organisations syndicales et qui se met toujours à la tête des luttes révolutionnaires du prolétariat madrilène. Est-elle « trotskyste », adhère-t-elle à l'opposition de gauche ? Non ! Mais « l'agrupacion » débarrassée de l'appareil bureaucratique de l'I.C., permet la discussion communiste et la collaboration de l'opposition léniniste dans son sein. Elle conçoit la démocratie ouvrière comme l'a conçue Lénine dans le Parti bolchevik et dans l'I. C. Voilà tout son « crime » ! Elle cherche aussi sur la base de la démocratie, à unifier toutes les forces communistes éparpillées, pour créer un parti communiste solide. L'opposition de gauche espagnole, consciente de l'importance considérable d'un parti uni dans la situation révolutionnaire actuelle, aide « l'agrupation de Madrid » de toutes ses forces dans le travail de rassemblement et d'unification des forces communistes.

C'est l'I.C. et ses bureaucrates qui sont *le seul obstacle* à l'heure actuelle à la création d'un P.C.E. solide ! C'est une vérité que les communistes espagnols constatent aujourd'hui avec beaucoup d'amertume. Quant à nous, elle ne nous surprend pas : c'est la conséquence de la dégénérescence stalinienne de notre Internationale Communiste.

L'opposition de gauche en France et dans les autres pays, considère comme son plus grand devoir le soutien des communistes espagnols persécutés par la République bourgeoise. Une campagne de sympathie et d'aide financière doit être organisée sans retard. Nous devons exiger que les collectes faites par le P.C.F. ne soient pas mises à la disposition des bureaucrates du Comité Exécutif de Madrid (déjà bien rétribués), mais mises en faveur des communistes arrêtés de l' « agrupacion de Madrid ». Le Secours Rouge International doit organiser la défense de *tous* les révolutionnaires espagnols persécutés, sans regarder s'ils sont ou non partisans du Comité Exécutif de Madrid.

Quiconque ne comprend pas ces devoirs élémentaires de la solidarité internationale est traître à la Révolution naissante du prolétariat espagnol !

M. Mill.

Immédiatement il faut souscrire au fond de lutte des Textiles

ROUBAIX-TOURCOING

120.000 Textiles dans le combat

Une action concertée, une direction communes. — L'élargissement immédiat du mouvement à Lille et Armentières. — Armentières. — Une campagne commune dans toute la France, pour organiser la solidarité prolétarienne.

Les ouvriers du Nord sont entrés une fois de plus en bataille. Les ouvriers du textile de Roubaix-Tourcoing qui, l'été dernier, s'étaient opposés au versement ouvrier pour les assurances sociales se dressent cette fois-ci contre les prétentions patronales pour diminuer les salaires. Au lendemain de l'échec des mineurs, les capitalistes du textile, gênés sur le marché mondial, ont voulu maintenir leurs bénéfices colossaux et diminuer leurs prix de revient en diminuant les salaires de leurs exploités. Plus de cent mille de ceux-ci leur ont répondu depuis lundi en abandonnant les usines montrant que, malgré l'échec de l'an dernier, malgré le récent échec des mineurs, la classe ouvrière n'entendait pas se laisser réduire à la portion congrue. S'il était besoin de prouver que les travailleurs sont, sans distinction de nationalité ou de religion, unanimes contre toute diminution de salaire, les travailleurs de Roubaix-Tourcoing, unitaires, confédérés et chrétiens, Français, Belges et Polonais ont répondu de façon éclatante. Après les mineurs, c'est un second barrage dressé contre l'offensive capitaliste, barrage plus puissant, car il ne s'agit pas d'un mouvement d'une avant-garde donnant l'exemple de l'ensemble,mais de l'unanimité des travailleurs d'une région. La défaite des mineurs a pesé lourdement sur toute la classe ouvrière, le capitalisme a cru qu'il pouvait tout se permettre ; il s'est trompé, méconnaissant les regroupements de forces qui s'opèrent au sein du prolétariat ; il importe aujourd'hui que son erreur se transforme en défaite, il importe que les travailleurs du textile sortent victorieux d'une lutte qui s'annonce longue et pénible. L'offensive capitaliste peut être brisée et le prolétariat reprendre l'initiative de la lutte : cela dépend du résultat de la bataille engagée. Tous les travailleurs de France sont intéressés ; c'est pour leurs salaires, pour leurs conditions de vie et de travail que les textiles du Nord sont sortis. Tous les travailleurs doivent suivre attentivement cette bataille, l'appuyer de toutes leurs forces. Tous les militants révolutionnaires se doivent d'agir pour donner à nos organisations, Parti et C.G.T.U., la politique qui mènera les prolétaires à la victoire sur le Consortium textile qui est aujourd'hui à l'avant-garde du capitalisme français.

⁂

En face d'un patronat entièrement groupé au puissant Consortium textile, le prolétariat est faiblement organisé dans plusieurs syndicats : unitaire, confédéré, chrétien, autonome, socialiste de Belgique. Au point de vue influence, ce sont les confédérés qui l'emportent de beaucoup, dirigés par les socialistes qui possèdent un grand nombre de municipalités, de coopératives, d'œuvres diverses qui leur permettent par ce moyen de tenir en main un grand nombre d'ouvriers. L'influence unitaire était en régression, même à Halluin ; malgré des cotisations fort lourdes, les secours unitaires aux grévistes sont dérisoires en face de ceux donnés par les confédérés et les chrétiens. Ce sont ces derniers qui ont le plus profité de la régression des unitaires par suite de leur politique sociale, extrêmement habile.

Réaliser l'unité d'action de tous les travailleurs était et reste la tâche indispensable pour permettre à ceux-ci de triompher du patronat. La C.G.T.U., seule capable de défendre sans compromissions les intérêts des ouvriers, parce que seule n'étant liée en aucune façon au capitalisme, est de toutes les organisations syndicales, la seule qui ait intérêt à réaliser ce front unique. Sa politique passée l'a énormément compromise auprès des ouvriers;ce n'est pas par des affirmations péremptoires qu'elle regagnera du crédit, mais en tirant des leçons de ses erreurs passées. C'est pourquoi il est bon de revenir sur quelques-unes de celles-ci.

⁂

L'an dernier, le Consortium avait prétendu instituer une prime de fidélité, payable à la fin de l'année, pour compenser le versement ouvrier aux assurances sociales. Cette prime était une véritable prime d'esclavage contre laquelle tous les prolétaires se dressèrent. Au cours des pourparlers entre les confédérés et le Consortium, ce dernier retira sa proposition de prime de fidélité et offrit à la place une prime de présence, payable chaque semaine aux ouvriers ayant plus de six mois de présence dans un établissement. Les confédérés acceptèrent cette proposition; les unitaires déclarèrent qu'il n'y avait pas de changement, prime de fidelité ou de présence, c'était toujours une prime d'esclavage, mais ils ne furent pas suivi par les ouvriers car, ainsi que l'avait souligné à ce moment-là notre camarade Cornette, plus de 80 % des ouvriers étaient intéressés à cette prime. Il fallait donc s'y prendre autrement pour dénoncer la capitulation réformiste en montrant que la partie du salaire attribuée sous forme de prime, était la plus vulnérable, que le patronat s'y attaquerait à la première occasion.

Aujourd'hui quand les unitaires s'opposent à la retenue de la prime de présence, les chefs confédérés jouent sur du velours en les mettant en contradiction avec leurs déclarations de l'an dernier.

A la suite de l'échec de l'an dernier, la C.G. T.U. lança le mot d'ordre fameux : « la revanche d'octobre » qui montra l'incompréhension de la situation chez les dirigeants unitaires. Par la suite, au moment où la crise économique se développa, où le capitalisme commença à s'attaquer aux salaires, le syndicat régional du textile maintint pendant un certain temps le mot d'ordre des dix sous dans sa propagande, au lieu d'attirer l'attention des travailleurs sur une agression prochaine contre leurs salaires et la nécessité de s'organiser pour y résister. De telles fautes devaient nuire profondément à nos organisations unitaires, si bien que samedi dernier, à la veille de la diminution de salaires, leurs dirigeants n'étaient pas fixés pour prendre une attitude, ne voulant pas lancer l'ordre de grève si les confédérés passaient un compromis, de crainte d'être complètement anéantis.

⁂

Ceux qui prônent dans leurs thèses, internationalement et nationalement, la direction indépendante des grèves, ceux qui ne veulent à aucun titre se rencontrer avec les chefs réformistes traîtres ont par leur politique absurde placé les organisations unitaires à la remorque des événements et à la remorque des organisations réformistes. C'est après celles-ci qu'ils donnerent l'ordre de grève ; si celles-ci avaient dit aux ouvriers de rester au travail, les dirigeants unitaires n'auraient pas pu donner l'ordre de grève.

Pourtant, pour modifier les rapports de force et d'influence entre les organisations confédérée et unitaire, nos stalinistes voulurent innover un truc misérable, leur mot d'ordre fut : « Direction de la grève aux ouvriers », faisant ainsi peu de cas des organisations existantes et renonçant à revendiquer et à gagner par leur action la direction du mouvement.

Le mouvement actuel situe bien l'état de désarroi théorique et tactique dans lequel se trouve la bureaucratie centriste. Après des années de politique fausse, l'influence du Parti dans ces régions a considérablement baissé, les effectifs sont décimés; une juste évaluation des fautes et de leurs causes impliquerait une compréhension des remèdes, la myopie bureaucratique ne le permet pas, et à la tactique bolchevique audacieuse et ardente se substitue une politique falote de camouflage du Parti du prolétariat.

Par le résultat de ses fautes, le Parti fut à la remorque dans le déclanchement de cette grève des chefs de la « gauche socialiste », il perd dans le développement de la grève la possibilité d'entraîner derrière les cent vingt mille textiles, les mineurs et la masse du prolétariat dans une grève générale puissante, pour le maintien de son niveau de vie.

⁂

Aujourd'hui le mouvement est puissamment engagé. Mais sa faiblesse réside dans la division ouvrière. Le front unique n'est pas réalisé parce que chaque syndicat a donné l'ordre de grève. Il faut que la grève ait une direction unique. La C.G.T.U. vient de proclamer « une seule réunion par localité ! une organisation centrale unique ! un organisme de solidarité unique ! » Fort bien, mais pour cela il ne faut pas constituer son comité central de grève à soi, il faut s'adresser aux autres organisations syndicales et leur faire les propositions ci-dessus afin de mener la lutte jusqu'au bout, contre toute diminution de salaires et les populariser parmi les grévistes, en particulier parmi les adhérents des autres syndicats, afin que cette base fasse pression sur les chefs pour qu'ils acceptent ces propositions. Quand les syndicats mèneront une action concertée, en cela consiste la réalisation du front unique, confédérés et chrétiens ne pourront mener les pourparlers comme ils le voudront, la parole révolutionnaire sera entendue par leurs troupes qui ne se laisseront ainsi pas facilement berner, qui seront entraînées par la minorité révolutionnaire. Et si ceux-ci s'avisaient de trahir les intérêts ouvriers, il serait beaucoup plus facile aux unitaires de les présenter aux yeux de tous les travailleurs comme des agents de la bourgeoisie. Réaliser le front unique, de la façon préconisée par quelques unitaires d'Halluin dans une lettre publiée par la *Vérité*, ce n'est pas se placer à la remorque des réformistes, c'est se lier aux masses et, par suite, réduire l'influence des réformistes. Quant au soi-disant « front unique à la base », il n'a jusqu'à présent, dans le textile du Nord, réussi qu'à mettre nos organisations à la remorque des confédérés.

⁂

Aux propositions d'action commune, nos syndicats unitaires doivent ajouter celle d'élargir pour le moment, le mouvement aux textiles de Lille et d'Armentières. Ces régions touchent les régions déjà en lutte ; les salaires y sont liés d'une manière très intime. Si Roubaix-Tourcoing était battu, automatiquement pourrait-on dire, les salaires de Lille et d'Armentières seraient diminués. Comme l'an dernier en luttant pour la même revendication, mieux que l'an dernier en ne menant pas des pourparlers distincts, il faut que tout ce bloc du Nord oppose un front commun, inébranlable contre l'attaque capitaliste.

Enfin, puisque la C.G.T.U. parle fort justement d'un organisme de solidarité unique, puisque cette lutte est celle de tous les travailleurs de France, il faut que notre centrale unitaire prenne l'initiative d'adresser à la C.G.T. la proposition d'organiser en commun la solidarité à travers tout le pays, de faire des meetings et des manifestations communes pour les grévistes du textile, de faire un appel commun, demandant aux ouvriers de prélever chaque semaine un pourcentage sur leurs salaires pour mener une lutte impitoyable, de longue durée contre le capitalisme.

⁂

Nous le répétons : la bataille engagée a une importance considérable pour tous les prolétaires. Il faut que ceux-ci imposent aux organisations révolutionnaires, une autre politique que celle suivie jusqu'à présent. Plus de bavardages sur le « front unique à la base ». Mais il faut que les syndicats unitaires proposent aux autres organisations syndicales :

1° *Une action, une direction communes du mouvement ;*

2° *L'élargissement à l'heure actuelle du mouvement à Lille et Armentières ;*

3° *Une campagne commune dans toute la France, pour organiser la solidarité prolétarienne.*

Il n'est pas un seul gréviste, pas un seul travailleur dans ce pays qui ne ferait siennes ces propositions. Les dirigeants, les organisations qui s'y refuseraient se discréditeraient auprès des travailleurs. Le mouvement prendrait une orientation telle que se briseraient contre lui tout à la fois, les brutalités des gardes mobiles, les roueries des chefs réformistes et des ministres, les prétentions des capitalistes. C'est cette politique capable d'assurer la victoire des grévistes qu'il faut faire adopter par le Parti et la C. G. T. U.

CL

Après Bullier

Elargissons le Soutien de la Révolution Indochinoise

Des milliers d'ouvriers sont venus manifester à Bullier contre les assassinats impérialistes en Indochine. Les manifestations spontanées dans les rues à la sortie du meeting, quoiqu'elles aient manqué de cadres décidés, ont indiqué la voie où le parti doit canaliser la protestation prolétarienne.

A cette manifestation d'unanimité des ouvriers parisiens, Duclos a jugé utile de calomnier une fois de plus les communistes espagnols et les militants oppositionnels, qui sont actuellement dans les geôles. Ce fut de sa part une provocation malpropre, et notre camarade qui scanda vigoureusement « c'est faux », la releva à juste titre.

Nous n'avons cessé de réclamer du parti ce grand meeting central. Organisé à temps, il se serait dressé face aux attentats policiers de Laval. L'opposition le demandait encore avant l'inauguration de l'Exposition pour qu'il puisse préparer la manifestation qui s'imposait. Le parti, frappé dans sa direction par la police de Chiappe-Pasquier, l'organisa pour le 19 mai.

Le meeting fut organisé sous l'égide de la Ligue antiimpérialiste. Sans aucun doute, il eût été meilleur que le parti lui-même prenne la responsabilité et la direction de cette action. Les masses indochinoises entrées dans la lutte doivent recevoir l'appui actif du prolétariat de la métropole, c'est à l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, organisé dans son Internationale révolutionnaire, à prendre résolument la tête du mouvement et à susciter en tant que parti communiste, l'action de classe du prolétariat.

Il est nécessaire que dans la suite de l'action, le parti aille résolument de l'avant sans abandonner l'initiative de l'action communiste aux organisations annexes ou de caractère imprécis comme la Ligue Antiimpérialiste. Les appels de Romain Rolland ou de Léon Werth peuvent être un adjuvant utile. Mais le parti ne doit pas laisser dévier le caractère du mouvement. C'est sur le terrain de classe du prolétariat que le parti doit mener l'action ; c'est un mouvement de classe du prolétariat qu'il

(Voir suite page 2)

L. TROTSKY

Les problèmes du développement de l'U. R. S. S

Le commencement de ce projet de plate-forme a passé avec une note du Secrétariat International dans le N° 88.

Les contradictions de la période transitoire : l'U. R. S. S. et l'économie mondiale

La Russie capitaliste, malgré son état arriéré, était déjà une partie inséparable de l'économie mondiale. Cette dépendance d'une partie de l'ensemble, la République Soviétique l'a héritée du passé en même temps que toute la structure géographique, démographique et économique du pays. Edifiée en 1924-27, la théorie du national-socialisme se suffisant à lui-même, reflétait la première étape au point bas de la renaissance de l'économie d'après-guerre, lorsque ne s'étaient pas encore révélées à cette économie les nécessités des relations mondiales. La lutte tendue actuelle pour l'élargissement des exportations soviétiques est le démenti le plus flagrant des illusions du national-socialisme. Les chiffres du commerce extérieur deviennent de plus en plus déterminants pour les plans et les rythmes de l'édification socialiste. Cependant que le problème du commerce extérieur, ou autrement dit le problème des relations entre l'économie soviétique transitoire et le marché mondial, commence seulement maintenant à révéler sa signification décisive.

Naturellement, on peut construire académiquement dans les limites de l'U. R. S. S. une économie socialiste fermée et intérieurement équilibrée ; mais un long chemin historique vers cet idéal « national » conduirait à des secousses économiques gigantesques, à des bouleversements sociaux et à des crises. Le doublement du rendement agraire, ce qui l'approcherait du rendement européen, dresserait devant l'économie soviétique le problème gigantesque de la réalisation d'un excédent de l'économie rurale de dizaines de millions de tonnes. Dominer ce problème, ainsi que celui de l'augmentation croissante de la surpopulation rurale, qui n'est pas moins aigu ne serait seulement possible que par une transposition de masses humaines importantes dans différentes branches de l'économie et que par une liquidation complète de la contradiction entre la ville et la campagne. Mais ce problème — un des plus importants problèmes du socialisme — demanderait à son tour qu'on fasse appel aux ressources du marché mondial dans des proportions inconnues jusqu'ici.

En fin de compte, toutes les contradictions du développement de l'U. R. S. S. mènent par cette voie à la contradiction entre un Etat ouvrier isolé et son entourage capitaliste. L'impossibilité de la construction, se suffisant elle-même, de l'économie socialiste dans un seul pays fait naître à chaque nouveau stade des contradictions dans l'édification socialiste sur une échelle plus large et plus approfondie. En ce sens, la dictature du prolétariat en U. R. S. S. devrait subir un bouleversement imminent si le régime capitaliste dans tout l'autre monde était capable de tenir encore pendant une longue période historique. Mais ne peuvent admettre cette perspective comme inéluctable ou même comme la plus invraisemblable variante, seulement ceux qui croient à l'inébranlabilité du capitalisme ou à sa longévité. L'opposition de gauche n'a rien de commun avec un tel optimisme capitaliste. Mais tout aussi peu elle ne peut pas plus s'accorder avec la théorie du national-socialisme qui exprime en elle-même la capitulation devant l'optimisme capitaliste.

La crise mondiale et la « collaboration » économique des impérialistes avec l'U. R. S. S.

Le problème du commerce extérieur, avec son acuité actuelle exceptionnelle, a surpris à l'improviste les organismes dirigeants de l'U. R. S. S. et par cela même

est devenu un élément de la désorganisation des plans économiques. Face à ce problème, la direction de l'I. C. s'est trouvée également impuissante. Le chômage mondial a fait de la question du développement des relations économiques entre les pays capitalistes et l'U. R. S. S. une question vitale pour les larges masses de la classe ouvrière. Devant le gouvernement soviétique et l'I. C. s'est ouverte une possibilité exceptionnelle d'entraîner sur cette question vitale et pressante les ouvriers social-démocrates et sans parti à la compréhension du plan quinquennal soviétique et des avantages des méthodes socialistes dans l'économie. Sous le mot d'ordre de collaboration économique, armé d'un programme concret, l'avant-garde communiste pourrait mener une lutte plus effective contre le blocus et l'intervention qu'en répétant toujours les mêmes pauvres incantations. Il serait possible d'élever à une hauteur jusqu'ici inconnue le problème de l'économie européenne et mondiale planifiée et de fournir ainsi de nouveaux aliments, les mots d'ordre de la Révolution mondiale, l'I. C. n'a presque rien fait dans ce domaine.

Au moment où la presse bourgeoise mondiale, y compris la presse social-démocrate, s'est mobilisée d'un coup pour exciter contre l'imaginaire dumping soviétique, les partis communistes égarés piétinent. Au moment où le gouvernement soviétique aux yeux du monde entier cherche des débouchés étrangers et des crédits, la bureaucratie de l'I. C. déclare « contre-révolutionnaire » le mot d'ordre de la collaboration économique avec l'U. R. S. S. D'aussi honteuses absurdités qui paraissent créées pour embrouiller la classe ouvrière, sont la conséquence directe de la néfaste théorie du socialisme dans un seul pays.

II. — LE PARTI DANS LE SYSTEME DE LA DICTATURE

Correlation dialectique entre l'économie et la politique

Les contradictions *économiques* de l'économie transitoire ne se développent pas dans un espace confiné. Les contradictions *politiques* du régime de la dictature, quoiqu'elles expriment en fin de compte les contradictions économiques, ont pour le destin de la dictature un sens indépendant et plus immédiat que les crises économiques.

Le produit du vulgaire « économisme », non du matérialisme dialectique, c'est la science officielle actuelle d'après laquelle le développement de l'industrie nationalisée et des kolkhozes fortifie automatiquement et sans relâche le régime de la dictature prolétarienne. En fait la corrélation entre la base économique et la superstructure politique a des caractéristiques contradictoires plus complexes, surtout dans une époque révolutionnaire. La dictature du prolétariat, issue des rapports de la société bourgeoise, a montré sa puissance dans une période qui précédait aussi bien la nationalisation de l'industrie que la collectivisation de l'économie rurale. Par la suite, la dictature passe par des périodes de renforcement et d'établissement dépendantes de la marche de la lutte de classe intérieure ou mondiale. Les succès économiques furent acquis très souvent au prix d'affaiblissements politiques du régime. C'est justement cette corrélation entre l'économie et la politique qui a provoqué immédiatement les tournants brusques économiques et politiques du gouvernement, en commençant par la N. E. P. et en finissant par les derniers zigzags de la collectivisation.

LE PARTI EN TANT QU'INSTRUMENT ET MESURE DE SUCCES

Comme toutes les autres institutions politiques, le Parti est en dernière instance le produit des rapports de production de la société. Mais il n'est nullement un compteur automatique de leurs changements. Ayant condensé l'expérience historique du prolétariat, dans un certain sens de toute l'humanité, le Parti s'élève au-dessus des changements conjoncturaux et épisodiques des conditions économiques et politiques, ce qui lui communique la force indispensable de prévision, d'initiative et de résistance.

On peut considérer comme tout à fait indiscutable cette conclusion que si la dictature en Russie a été réalisée et ensuite maintenue dans les moments les plus critiques, ce n'est que grâce au fait que dans le parti bolchevik elle a trouvé son centre de conscience et de volonté. L'inconsistance et, en dernière analyse, le contenu réactionnaire de toutes les espèces d'anarchisme et d'anarcho-syndicalisme consiste précisément dans ce qu'ils ne comprennent pas la signification décisive d'un parti révolutionnaire, surtout dans le stade supérieur de la lutte des classes, à l'époque de la révolution prolétarienne. Les contradictions sociales peuvent, certes, atteindre une telle acuité où aucun parti n'est capable de trouver une issue. Mais il n'est pas moins vrai qu'avec l'affaiblissement du Parti ou avec sa dégénérescence, même une crise économique que l'on peut surmonter risque de devenir la cause de l'écroulement de la dictature.

Les contradictions économiques et politiques du régime soviétique se croisent dans le parti dirigeant. L'acuité du danger dans chaque crise se trouve en dépendance directe de l'état du Parti. Si grande soit-elle, l'importance des rythmes de l'industrialisation et de la collectivisation recule à l'arrière-plan devant la question : le Parti a-t-il gardé la clarté marxiste de prévision, la cohésion idéologique, la capacité collective d'élaborer sa pensée et de lutter pour elle avec abnégation ? Sous cet angle l'état du Parti donne la plus haute vérification de l'état de la dictature prolétarienne, étant l'évaluateur synthétique de sa résistance. Si, pour atteindre un tel ou un autre but pratique, on impose au Parti une conception théorique fausse ; si la masse du Parti est évincée par force de sa direction politique ; si l'avant-garde est dissoute dans la masse; si les cadres du Parti sont maintenus dans l'obéissance par l'appareil de coercition de l'Etat, cela signifie que, malgré les succès économiques, le bilan général de la dictature traduit par un déficit.

(*A suivre*).

Pour la Vérité

CONTINUONS !

Les souscriptions sont arrivées nombreuses cette semaine. La « Vérité » rassemble ses forces pour reparaître sur quatre pages.
Encore une fois, Camarades :
Des abonnements ! Des souscriptions !
Une collaboration régulière.

LISTE DE SOUSCRIPTIONS DERNIERE QUINZAINE

Doubine, 5 fr. ; Sch., 10; X., 20; Chaligny, 60; Une Institutrice syndiquée, 10; Anonyme Dijon, 25; Groupe de Paris, souscription du 8 mai, 500 ; Luxembourg, 20; Lagardère, 5; Un instituteur marocain, 10; Legel, 50; Baillet, 100; Autant-Lara, 100; Archiomarxiste, 50; P. D., 100; Leipzig, 100; Mayer 5; Paul, 5; Fuchs, 5; Guimel, 2; Trévidic, 2; Meiche, 200 ; Boyer, 30 ; Craip, 30 ; Groupe de Paris, souscription du 13 mai, 420 ; Myrtos, 150 ; A. M., 600. — Total : 2.654 francs.

LE FRONT OUVRIER

La Bataille des Textiles

Par Télégramme.

Roubaix-Tourcoing

Premier Aspect du Mouvement

Mardi. — *La grève est à peu près générale dans la région Roubaix-Tourcoing. Le nombre des jaunes est insignifiant et ne peut assurer aucun travail effectif. Mais jusqu'à présent la grève ne se fait pas très visible. Les ouvriers restent chez eux ; les meetings sont très peu fréquentés ; pas de manifestations dans les rues. renforçant la combativité des grévistes. Cela tient aux conditions dans lesquelles se produit le mouvement. Les ouvriers ont répondu aux appels des trois syndicats : unitaires confédérés et chrétiens parce que tous trois appelaient à la grève du plus grand nombre des grévistes. L'influence prépondérante exercée par les confédérés vient surtout des avantages matériels qu'ils procurent aux grévistes, à Halluin-la-Rouge où prédominent les unitaires, les grévistes n'ont plus la même attitude que dans les grèves précédentes. Meetings peu fréquentés : manifestations peu nombreuses ; par contre, ce qu'on voit dans la rue ce sont les gardes mobiles et les gendarmes qui s'y conduisent comme en pays conquis. Les patrouilles à cheval et à pied, circulent sans arrêt. Il faut montrer ses papiers de temps à autre aux gendarmes. La grève s'annonce de longue durée. Il faut que les Unitaires par leur tactique réalisent le front unique et donnent à la grève un caractère différent, un allant qui se manifeste dans les rues.*

Halluin

Des Menaces d'Exclusions

Mardi. — La Vérité *a publié une lettre d'un certain nombre de syndiqués à l'Union locale unitaire d'Halluin à l'assemblée générale. L'autre jour Cornette n'eut qu'un quart d'heure pour développer notre conception du front unique, mais parmi les signataires de cette lettre se trouvent quelques membres du Parti. Aussi dès maintenant a-t-on invoqué la discipline contre des camarades qui conçoivent le front unique d'une façon léniniste et non pas par en bas selon la ligne du moment. Contre ces camarades on a déjà obtenu le vote d'un blâme par l'assemblée générale. Maintenant ils sont convoqués devant le Comité de rayon pour s'expliquer. La situation même du mouvement fournira à ces camarades l'exemple le plus probant pour justifier leur position pour expliquer encore une fois ce qu'est la tactique du front unique et ce qu'il faut faire maintenant pour assurer le succès du mouvement engagé et pour renforcer l'influence du parti et de la C.G.T.U. auprès des grévistes. Nous verrons si l'on osera prendre des sanctions contre des membres du Parti uniquement pour avoir formulé un point de vue et apporté leurs suggestions pour mener la lutte.*

Tourcoing

L'Initiative du Front Unique

Mardi. — *La tactique centriste permet aux adversaires du communisme de remporter des succès à bon marché. La grève est à peine commencée qu'un exemple nouveau nous est apporté. Les lecteurs de la* Vérité *se souviennent des incidents à la suite desquels un certain nombre de syndicats de Tourcoing passèrent à l'autonomie, les dirigeants de ces syndicats Pierpont, Vermandel, etc., sont de vrais opportunistes des adversaires du communisme et ils l'ont encore montré en donnant leur appui aux 22. La majorité confédérale n'a jamais eu les combattre.*

Hier lundi, par suite de l'incompréhension du front unique par les centristes l'initiative de propositions de front unique pour conduire la grève en commun a été laissée aux autonomes qui ont habilement exploité la situation Mardi matin ils n'avaient reçu aucune réponse et ils ont renouvelé leurs propositions. Ils sont peu nombreux, ils ont peu d'influence, c'est exact, mais la carence de la direction unitaire les favorise et ce ne sont pas quelques cris, quelques affirmations bruyantes qui détruiront l'effet qu'a pu produire le geste des autonomes. La C.G.T.U. doit rapidement et courageusement prendre elle-même une telle initiative s'adresser aux autres organisations et poser le problème de l'unité d'action en termes simples et clairs devant tous les travailleurs en lutte.

Roubaix

La Manifestation Unitaire

Mercredi — *Les syndicats unitaires ont appelé les travailleurs en grève de Roubaix à une manifestation de rues. Trois à quatre mille grévistes répondirent à cet appel, la concentration s'opéra place de la Gare. La manifestation commença pendant plus d'une heure. Traversant toute la ville les grévistes manifestèrent d'une façon énergique enthousiaste leur volonté de ne pas accepter la diminution de salaires conspuant le Consortium et son secrétaire Ley. Encadrés de façon provocante par les gardes mobiles, un peloton marchant en tête, un autre à la fin, et de chaque côté un garde mobile se trouvait, tous les dix mètres. Les prolétaires roubaisiens qui suivaient les drapeaux rouges du Parti et de la C.G.T.U. ne se firent pas faute à maintes reprises de siffler les parades des enfants de Paul Boncour. Il faut également souligner que la tête de la manifestation était composée de grévistes femmes qui manifestèrent d'une façon particulièrement vibrante Dans leurs cris à maintes reprises les grévistes associèrent à leurs revendications de grévistes leur solidarité pour toutes les victimes de la répression et en particulier pour les révoltés d'Indochine. Dans l'ensemble cette manifestation ardente produisit une forte impression en particulier dans les quartiers ouvriers où les prolétaires qui sont en majorité sous l'influence socialiste ont de fortes traditions de classe et ne pouvaient rester insensibles à une démonstration derrière le drapeau rouge.*

Front unique contre le consortium, criaient les manifestants répétant ce que portait une banderolle rouge. Très bien, mais n'oublions pas que sur près de 40.000 grévistes à Roubaix il y avait à peine 1 % de manifestants. Le front unique est encore à réaliser, car les confédérés les socialistes sont dans cette ville tout puissants la section socialiste, les abonnés du populaire sont plus d'un millier et ce sont des ouvriers que la démagogie des Lebas peut abuser parce que nos organisations ne savent pas se lier aux masses. Dans cette masse de quarante mille grévistes, si le front unique était réalisé, c'est-à-dire, si les unitaires, les confédérés organisaient en commun meetings et démonstrations pour la grève, il suffirait de l'ardeur de l'enthousiasme du dixième d'unitaires pour l'entraîner et cesser de donner à la grève cet air digne et calme auxquels les confédérés les incitent ; le Consortium ne tarderait pas à céder et les pelotons de gardes mobiles se montreraient moins arrogants. Dans le fief de Lebas la manifestation unitaire a remporté un succès. Il dépend de nos organisations par leur politique de s'approcher encore plus des grévistes de réaliser le front unique contre le Consortium et d'obliger celui-ci à capituler devant la classe ouvrière.

Comment s'écrit l'Histoire

(Les Trotskystes font à Lyon le front unique avec les 22)

(*Humanité*).

De notre Correspondant.

Le Syndicat des Métaux à Lyon et dans la région, qui fut autrefois un des syndicats les plus forts, voit baisser catastrophiquement le nombre de ses adhérents.

Aujourd'hui quand le patronat tente, — et avec succès, — d'attaquer les conditions de vie des ouvriers métallurgistes, jusque dans leurs conquêtes les plus élémentaires, conquises avec tant de peine et après plusieurs années de lutte: au moment où le patronat débauche des centaines et des milliers de ses esclaves ; au moment où le chômage complet et encore plus le chômage partiel croît de jour en jour, ou les salaires baissent : la vie chère augmente, nous trouvons la trop grosse majorité des ouvriers inorganisés, un syndicat quasi-vide et pratiquement incapable d'opposer la moindre résistance.

Non seulement notre nombre ne croît pas, notre influence ne pénètre pas, mais bien pis, le syndicat voit ses effectifs diminuer, ses sections une à une disparaître et mourir.

Cette situation catastrophique a ouvert les yeux même aux bureaucrates fédéraux qui pratiquent un optimisme vulgaire, toujours satisfaits d'eux-mêmes.

Ainsi depuis quelque temps, nous sommes gratifiés d'un as fédéral venu ici pour faire des « miracles » paraît-il.

C'est Croizat en personne, un des secrétaires de la Fédération, personnage bien connu, qui est venu remédier à un état déplorable que lui et autres Croizat grands et petits ont créé eux-mêmes par leur politique opportuniste couronnée par l'aventurisme de la 3e période.

Une première assemblée générale à la fin d'avril a groupé une cinquantaine d'ouvriers, Je dis ouvriers, car il serait inexact de dire qu'ils étaient tous syndiqués.

Croizat nous a gratifié d'un discours, trop long pour être relaté ici en entier, qui mérite qu'on en donne les traits essentiels. C'est tout d'abord une description pessimiste de notre organisation. Il avoue que nous n'avons pas su pénétrer dans les usines, que le travail du bureau était superficiel, en l'air et ne pénétra pas parmi les ouvriers. Il signale le manque de vitalité dans le syndicat même, le désintéressement de la base , la passivité, etc... En un mot, un bilan passif et désastreux sur tous les points de notre travail.

Un oppositionnel se serait fait traiter de paniquard, pessimiste, s'il avait osé dire le quart de ce qu'a dit Croizat.

Les causes ? Ah, ça n'a pas beaucoup d'importance.... « Nous ne rentrerons pas dans les détails » dit Croizat. Il s'agit de savoir « que nous avons vu juste, avons prévu et analysé et donné des directives justes ».

Nous voilà devant le véritable visage d'un Croizat, visage d'un bureaucrate incorrigible, confiant et satisfait de lui-même jusqu'à la mort

Les remèdes ? « Le travail dans l'usine », car il paraît que jusqu'à aujourd'hui, on n'a travaillé qu'à la porte de l'Usine ; « Comités de lutte » s'écrie Croizat Et pour garantir la bonne marche de ce travail, les bureaucrates ne connaissent d'autre remède que : « On va vous envoyer un permanent de Paris pour quelques mois ».

Maintenant soyons tranquilles camarades. Un bureaucrate de plus à Lyon, et en perspective, une assemblée générale dans six mois, de nouveaux discours creux d'un Croizat.

Quant au travail syndical sérieux, nous n'avancerons pas d'un pas, nous risquerons de perdre ce qui nous reste encore, tant qu'une direction incapable et irresponsable restera à la tête de notre syndicat de la Fédération, de la C. G. T. U. entière.

Etant donné l'heure tardive, l'assemblée sur la demande de nos camarades décide de se réunir la semaine le 1er mai avec « l'ordre du jour » l'Unité Syndicale.

***

C'est le secrétaire régional qui fait un discours commençant par démontrer que l'Unité est une nécessité et finissant par le mot d'ordre absurde, de l'Unité dans la C. G. T. U. Discours plein de contradictions cherchant à défendre une politique insoutenable.C'est ce qu'ont démontré nos camarades Kira, Marc et T. Chacun d'eux a mis au pied du mur nos centristes, leur politique de zig-zag sur tous les problèmes cardinaux, et notamment sur l'Unité Syndicale. hier cherchant à dissoudre la C.G.T.U. et l'U. S. R.. aujourd'hui s'opposant à l'Unité Syndicale en passant par des actes de scissionnistes pendant la grève des métallurgistes de Berlin et de la Ruhr.

Nous leur avons démontré et accusé d'avoir livré notre arme puissante de l'Unité Syndicale aux mains des réformistes de tout genre.

Tout en démasquant la politique manœuvrière et de chantage des Dumoulin et autres apôtres de l'indépendance et de l'Unité syndicale, nous avons appelé la C.G.T.U. à reprendre et suivre une politique communiste dans le syndicat, pour une politique juste, des méthodes justes, la démocratie syndicale véritable, pour un travail sérieux pour l'Unité syndicale qui sera profitable à la classe ouvrière, donc au courant révolutionnaire communiste.

Malgré les cris et l'obstruction des 100 %, nos paroles ont porté. Cela s'est vu non seulement sur le visage des ouvriers qui nous ont écouté avec beaucoup d'attention, mais aussi par la médiocrité des réponses du rapporteur et de Croizat.

Quelques-un de leurs arguments méritent d'être épinglés :

1° Les Jouhaux ne voudront jamais faire l'Unité ; donc c'est peine perdue.

2° Même si Jouhaux fait l'Unité il nous excluera aussitôt après, donc temps perdu.

3° et c'est le plus beau !

L'unité est indésirable parce que la C.G.T. n'est composée que d'agents de police, de flics et d'aristocrates, et la C.G.T.U. possède 367.000 membres (?!) (affirmation textuelle de Croizat).

Une résolution à la fin de la discussion était présentée du notre part. Les centristes par peur, ou par souci de la démocratie syndicale... ont préféré lever la séance que de nous voir la laisser lire, ce qui a soulevé l'indignation de nombreux ouvriers.

Malgré leurs méthodes bureaucratiques nous saurons nous faire entendre des ouvriers.

DERNIERE HEURE

Vendredi. — Le *Populaire* de ce matin publie une photo d'une soit-disant manifestation confédérée. C'est un grossier mensonge, car il s'agit de la manifestation unitaire de Roubaix. En réalité, les réformistes se gardent bien d'organiser des manifestations, et sous le prétexte que le mouvement « doit conserver sa dignité », ils entretiennent une passivité qu'ils espèrent être un élément favorable pour engager les pourparlers.

Qu'attend le Parti pour envoyer dans cette région des parlementaires et mener une grande agitation sur tous les problèmes actuels du prolétariat ?

Après Bullier

Elargissons le Soutien de la Révolution Indochinoise

(*Suite de la première page*)

doit développer. La direction de ce mouvement ne doit pas apparaître entre les mains de Romain Rolland ,de Léon Werth, ou de la Ligue Antiimpérialiste mais elle doit être résolument prise par le parti communiste.

Le Secours Rouge a décidé l'envoi d'un avocat à l'aide de nos camarades cruellement frappés par centaines et par centaines. C'est une initiative utile et qu'il faut soutenir. Mais il est nécessaire de l'étendre. *L'assistance juridique ne doit pas être conçue isolément de l'effort auquel nous appelons tout le prolétariat. L'opposition a depuis longtemps proposé au parti et au Secours Rouge l'organisation d'une délégation chargée d'informer le prolétariat français des événements d'Indochine et de porter en Indochine la manifestation de la solidarité du prolétariat français. Une large campagne du parti et des syndicats préparera la désignation dans des meetings des délégués et servira à recueillir les fonds nécessaires. Cette délégation représentera les forces que l'action du parti aura pu grouper autour d'elle lors de sa désignation. Elle pourra se composer, outre un avocat, d'un député du parti, d'un membre de la Ligue Antiimpérialiste comme Werth et de deux ou trois délégués des syndicats ouvriers désignés par les syndicats ou dans les grands meetings. Une action suivie sera développée en liaison avec la désignation et l'activité de la délégation ouvrière.*

Le meeting de Bullier ne doit pas être un à-coup dans la campagne du parti pour le soutien du mouvement révolutionnaire indochinois. Il doit être le point de départ de l'action qu'il est indispensable d'entreprendre. Pour cela, il faut reprendre les propositions de l'opposition de gauche : éditions de documentation et d'information mises à la disposition des militants du parti, réunions d'information des cadres et de l'ensemble du militant pour armer tous les militants du parti de la littérature nécessaire — éditions de tracts et de brochures destinés à une large diffusion — réunions dans tous les centres ouvriers traitant sérieusement du mouvement indochinois et des tâches qu'il comporte — préparation de grands meetings et de démonstrations — présentation de candidats indochinois dans les campagnes électorales dans les centres ouvriers.

Hier fut inaugurée à l'Exposition Coloniale : la Section Indochinoise, *les assassins ne doivent pas plus longtemps parader de leurs crimes. A Notre Parti pour un renforcement de l'action engagée de l'élargir immédiatement par des propositions d'actions communes à toutes les organisations ouvrières, avec, comme but immédiat, la constitution d'un Comité d'action.*

Là encore le front unique s'impose pour que soit puissante la réaction prolétarienne. Il faut que le Parti soit à la pointe d'une large action de classe, que dans les rues regagnées par l'unité d'action du prolétariat, celui-ci clame sa solidarité avec les révolutionnaires coloniaux, et sa haine de l'impérialisme assassin.

Les têtes des communistes tombent, le lent assassinat des années de cellules menace des centaines de révolutionnaires la conception erronée que les centristes ont de l'unité d'action, ne doit pas plus longtemps entraver l'action l'action du Parti.

G. P.

CORRESPONDANCE :

Le camarade qui signe Georges Lionel est prié de fixer un rendez-vous à la rédaction.

De Grèce on nous avise que la vente de la Vérité est interdite ! Que nos amis nous envoient régulièrement leurs articles.

La rédaction désire entrer en rapport avec un camarade susceptible de faire les traductions espagnoles.

DÉGÉNÉRESCENCE STALINIENNE

Le XIe Plénum de l'I. C.

Le commencement de ce texte a été publié dans le n° 88 de la « Vérité ».

SUR LE SOCIAL-FASCISME

La résolution dit sur cette question :

« Partout où les communistes appliquent mécaniquement la tactique juste « classe contre classe » sans tenir compte du niveau du mouvement communiste, où ils identifient le fascisme et le social-fascisme, les chefs social-fascistes et la masse ouvrière social-démocrate, les communistes affaiblissent leur direction indépendante de la lutte de classe...permettant ainsi à la social-démocratie de manœuvrer en simulant la lutte contre le fascisme (Autriche, Pologne) et de tromper les masses qui les suivent. »

Dans cette formulation, il y a l'aveu, ouvert que l'identification du fascisme avec le social-fascisme était une erreur qui a coûté cher au mouvement communiste. Pouvait-il en être autrement ?

La social-démocratie est incontestablement une aile petite bourgeoise, et l'aide de la bourgeoisie, la servant comme une arme puissante dans la lutte contre le prolétariat révolutionnaire, le fascisme est aussi une aile de la bourgeoisie, quoique d'un autre genre, mise en avant par la bourgeoisie aussi pour lutter contre le prolétariat mais dans d'autres conditions. La social-démocratie, c'est le parti de la petite bourgeoisie qui s'appuie surtout sur l'aristocratie ouvrière et sur sa grande influence parmi les couches pauvres du prolétariat. Le fascisme est un mouvement petit-bourgeois de la petite bourgeoisie déclassée et de fonctionnaires, et possède une influence parmi les larges couches de la paysannerie moyenne.

Ces deux mouvements petit-bourgeois, malgré qu'ils se soutiennent subjectivement et objectivement, se heurtent parfois à cause de la diversité de leur composition, les différences de leurs traditions idéologiques, et les méthodes avec lesquelles ils soutiennent le régime bourgeois (démocratie bourgeoise ou dictature). Le devoir des marxistes est de mettre en évidence ces différences et de ne pas les voiler, parce qu'autrement nous pourrions arriver à la conclusion d'une classe bourgeoise monolithique, sans luttes intérieures, sans concurrence dans la lutte pour les intérêts nationaux et internationaux.

Les résultats piteux, non seulement de la mauvaise application, mais de la théorie du social-fascisme en général, proviennent de ceci que chaque ouvrier voit en regardant même la vie quotidienne, que malgré toutes les argumentations communistes, malgré l'appellation de social-fasciste, des luttes aiguës éclatent encore entre les deux partis fasciste et social-démocrate. Le parti fasciste détruit les locaux des social-démocrates et leurs journaux, les arrête parfois, même les torture et les tue. L'ouvrier se révolte contre cela, mais le mouvement communiste ne les attire pas parce que grâce à sa théorie ridicule du social-fascisme, le parti communiste se refuse à lutter ensemble avec la social-démocratie contre le fascisme, à l'instant où cela devient une nécessité vitale pour le prolétariat (une enquête faite par la Rote Fahne parmi les ouvriers social-démocrates a démontré la justesse de notre thèse. A la question : « Qu'est-ce qui t'empêche d'entrer au Parti communiste ? » beaucoup d'ouvriers ont répondu : « Je suis pour vous, mais contre la théorie du social-fascisme. »

Qui est responsable des résultats négatifs de notre travail ? — les bureaucrates du XIe Plenum de l'Exécutif, répondent : « Ce sont les ouvriers qui ne comprennent pas. » Ils ne veulent pas admettre qu'au moment où ils ont fait le parallèle entre le fascisme et la social-démocratie, ils ont poussé à l'identification du fascisme et de la social-démocratie, c'est-à-dire des ouvriers social-démocrates et des fascistes.

Le rejet des responsabilités de la mauvaise application sur les sections nationales n'est autre chose qu'un recul dans la théorie du social-fascisme. Mais comme toujours, c'est sur la base que l'on rejette les responsabilités.

La bureaucratie a peur de la vérité, comme un singe de son image, pour ne pas voir sa propre incapacité, autrement elle aurait vu que la faiblesse du mouvement communiste ne réside pas dans la base. Mais la bureaucratie est fidèle à elle-même, pour chaque erreur commise, elle trouve tout de suite une formule qui dégage sa propre responsabilité. En dernier lieu, elle trouve toujours un bouc émissaire (comme par exemple Molotov) pour sortir d'une mauvaise situation.

Parmi les autres bêtises, on n'oublie jamais de donner le coup de pied de l'âne à l'opposition russe :

« L'œuvre de construction du socialisme a définitivement anéanti tous les espoirs du monde capitaliste, et les « prévisions » des trotskystes sur la dégénérescence de l'économie soviétique en une économie capitaliste. »

Ici comme partout la bureaucratie lutte contre l'opposition de gauche par le seul moyen du mensonge. L'opposition de gauche a-t-elle prévu une dégénérescence de l'économie socialiste en une économie capitaliste? Oui, mais sous une condition : que la politique de Staline et de Boukharine de 26-27, c'est-à-dire la politique du « socialisme à pas de tortue », sera appliquée. C'est Staline et Boukharine qui ont combattu pour cette politique et calomnié l'opposition comme agent de la bourgeoisie pour ses propositions d'industrialisation.

L'application du plan quinquennal a tout à fait démontré la justesse du point de vue de l'opposition et sa victoire idéologique. D'autre part, elle a démontré combien la politique de Staline et de Boukharine était dangereuse. L'opposition de gauche en montrant le danger qu'a couru l'économie soviétique, a provoqué la lutte entre Staline et Boukharine et par là a aidé la dictature du prolétariat.

Est-ce que l'opposition de gauche voit encore aujourd'hui un danger de dégénérescence de l'Union soviétique ? — Oui, elle voit des dangers dans les disproportions entre les différentes branches de l'industrie (qui est parfois dirigée par des mencheviks voilés), dans l'épuisement physique du prolétariat et dans le renforcement extraordinaire de l'appareil.

En outre, la disparition du contrôle de la masse du parti est aussi un grand danger. La dégénérescence et le remplacement de l'économie socialiste de l'U. R. S. S. par une économie capitaliste dépendent surtout de la combativité du prolétariat et de son avant-garde, tant en U. R. S. S. qu'en dehors.

Plus la direction du P. C. russe montrera de vigilance, plus la victoire décisive du prolétariat sera proche.

L'opposition de gauche a vu tous les dangers et elle a appelé l'attention du prolétariat international. Elle continuera de le faire, sans s'attendre à des éloges de la part des bureaucrates bornés du XIe plenum, mais pour les intérêts du prolétariat international.

Janin.

SOCIAL PATRIOTISME

Le Congrès S. F. I. O.

Dix ans après la scission de Tours, les socialistes vont tenir leur Congrès dans cette même ville. Ils l'ont choisie à dessein pour marquer le terrain qu'ils ont regagné; après avoir été réduits à une trentaine de mille à cette époque, sans autorité dans le pays, ils sont plus de cent trente mille et l'espoir d'exercer le pouvoir l'an prochain existe chez chacune des tendances du Parti socialiste. En face de cela, notre Parti communiste qui, malgré toutes ses faiblesses et toutes ses insuffisances, entraînait derrière lui les larges masses ouvrières dans la bataille contre le capitalisme est aujourd'hui détaché d'elles et ses assemblées — quand il en tient — ne sont plus guère l'objet de l'attention des ouvriers. Au Congrès socialiste, toute la presse consacrera une place importante, ce pendant qu'il ne présentera pas gros intérêt pour la classe ouvrière.

***

La principale question à l'ordre du jour est le problème de la « défense nationale » qui fut celui-là même sur lequel se fit la scission de 1920.L'opportunisme de la IIe Internationale s'était concrétisée en trahison en août 1914 par la participation des Partis socialistes à la défense nationale, à la défense du capitalisme. La IIIe Internationale exprimait l'opposition irréductible à toute collaboration avec la politique de la bourgeoisie, et par conséquent avec la forme la plus aiguë de cette politique, c'est-à-dire la guerre. A Tours en 1920, contre la défense nationale une majorité se prononça d'une façon sentimentale, il est vrai, mais toutefois sans équivoque et avec passion. A Tours en 1931, des tendances se prononceront cette fois-ci encore « contre » la défense nationale, mais l'éventualité d'une scission n'est pas à envisager. La préparation du Congrès, les textes en présence sont tout à fait significatifs.

Aucun débat profond ne précéda la tenue du Congrès qui se tiendra à Tours. Quelques articles dans les organes de tendance (*Vie Socialiste*, *Bataille Socialiste*, etc.) parurent seulement ; aucune tribune de discussion ne fut ouverte dans le *Populaire*. Dans les Fédérations départementales, les comptes rendus publiés montrent qu'un peu partout on fut plus préoccupé de se féliciter des succès obtenus que d'approfondir le problème à l'ordre du jour.

Deux motions ne recueilleront qu'un nombre réduit de mandats : l'une pacifiste humanitaire, l'autre à allure farouchement extrémiste. Les délégués se compteront sur une motion Renaudel s'affirmant sans ambage pour la défense nationale ou sur une motion provenant de la gauche (jusqu'à présent divisée) qui, cherchant à satisfaire les couches prolétariennes du Parti socialiste condamnera la défense nationale mais en reconnaissant l'impossibilité pour ce Parti de ne pas s'y associer pendant la guerre. Ce texte l'emportera très certainement ; il sera d'ailleurs l'expression de toute la IIe Internationale sur ce problème, car il s'appuie sur une étude de Fritz Adler sur la question de la guerre et dont l'essentiel est exprimé dans cette phrase « Les prolétaires entrent dans la guerre en soldats, non en socialistes », ce qui veut dire que la IIe Internationale n'a rien à dire en cas de guerre et qu'elle veut justifier sa trahison des intérêts du prolétariat en accusant l'incapacité des travailleurs.

Le peu de valeur à attribuer à tous ces textes, à toutes ces formules qui diviseront apparemment les congressistes, a été marqué par Frossard qui est allé à Toulon soutenir Renaudel cependant qu'il déclare voter la motion Zyromski — dans son esprit et non à la lettre, ajoute-t-il.

***

Plus que l'attitude à adopter en cas de guerre, ce sont les élections de 1932 qui préoccuperont l'ensemble des élus et des aspirants-élus qui formeront la grosse majorité des délégués. Et à ce sujet, il ne serait pas impossible que se fasse une manœuvre de grande envergure où l'on escamoterait la question de la défense nationale au moyen de solennelles affirmations pacifiques. Blum qui ne s'est pas prononcé sur les motions en présence en est fort capable, continuant ainsi la campagne qu'il mène autour de l'élection présidentielle et de l'échec de Briand. Quelle superbe plateforme pour 1932 : La lutte pour la paix ! Voilà de quoi ramasser des voix chez tous ceux qu'inquiète la course aux armements. L'opération de 1924 se reproduirait-elle, radicaux et socialistes luttant en commun pour la paix sous la direction de Briand, ou bien les radicaux, selon l'orientation d'un certain nombre des leurs, Herriot et Daladier en tête vont-ils prendre l'initiative de la rupture avec les socialistes ? Le Congrès n'envisagera probablement pas cette question d'une façon franche car les jeux sont seulement en train de se faire dans les coulisses. Une indication des plus précieuses sera toutefois donnée par l'attitude des socialistes, par le mode électoral, représentation proportionnelle ou maintien du système actuel. Tandis que les Daladier se montrent, contrairement à tout leur passé, favorables à la proportionnelle, les socialistes chercheront à la torpiller par la formule suivante « proportionnelle *intégrale* ou pas de changement », le scrutin actuel leur faisant bénéficier très fréquemment des voix radicales au second tour. Sur ce problème, les maquignons de congrès ne manqueront pas d'exercer leurs talents.

Malgré toute l'apparence de force que présente le Parti socialiste, le Congrès de Tours fournit aussi toute la mesure de sa faiblesse par l'absence à son ordre du jour des questions les plus utiles en ce moment pour le prolétariat. La crise économique, le chômage, l'attaque capitaliste contre les salaires, les grands mouvements de ces derniers mois en France, les luttes héroïques des Annamites contre l'impérialisme français, etc., seront encore plus soigneusement évitées par le Congrès que le problème de la défense nationale. La force du parti socialiste est faite pour beaucoup de la faiblesse de notre parti communiste dont le cours centriste l'a détaché des masses.

Montrer aux ouvriers à l'occasion du Congrès socialiste, le rôle d'agent de la bourgeoisie joué par ce parti, c'est une tâche communiste.

C'est pour l'opposition une occasion de plus de montrer aux communistes, par la modification du raport des forces depuis la scission, la nécessité d'un changement profond de la politique du parti.

Dans le Parti

La Conférence du 2e Rayon

Deux séances ont été tenues — le jeudi 16 et le mercredi 22 —. Le deuxième rayon est un des plus importants de la Région parisienne et un des plus actifs. Environ 150 délégués assistaient à la Conférence, ce qui prouve une certaine vitalité que malheureusement on ne trouve pas dans la plupart des autres rayons. Mais vitalité ne signifie pas forcément activité et les débats ont bien prouvé que le deuxième rayon en est encore à rechercher les moyens de se lier véritablement aux masses et de les entraîner dans l'action révolutionnaire.

Le rapport de la direction du deuxième rayon, publié dans un bulletin et exposé par la camarade Marthe en un discours de trois heures, est un de ces rapports types que pondent habituellement les gens de l'Appareil. On y reconnaît une multitude de petites faiblesses, toujours plus que largement partagées avec la base,faiblesses et fautes étant classées dans l'ordre de tous les rapports de la bureaucratie stalinienne.

Rien de vivant dans ce rapport, rien qui caractérise véritablement et fortement les faiblesses, rien qui apporte des solutions aux problèmes posés par les fautes ou insuffisances constatées. Toutes les tâches sont mises sur le même plan au cours d'une énumération dans laquelle ne figurent toutefois pas d'importantes questions telles que l'organisation et le travail des fractions dans les organisations de masse.

Qu'est-il ressorti de la discussion ?

Tout d'abord que la direction du rayon n'est pas capable de réellement diriger le travail du rayon. En effet, malgré les quelques réponses hargneuses de Marthe, les nombreuses critiques des camarades délégués par leurs cellules semblent parfaitement justifiées. La direction du rayon a transmis plus ou moins mécaniquement et bureaucratiquement les directives à appliquer, mais il n'apparaît pas que cette direction ait été capable de coordonner les efforts dans chaque branche d'activité, de prendre les initiatives nécessaires pour mieux répartir les tâches, de contrôler effectivement le travail des cellules et des organisations sympathisantes.

Plusieurs points furent particulièrement l'objet des critiques de la base :

Le manque de contrôle sur l'activité des groupes de langues.

La faiblesse du mouvement des chômeurs.

L'absence de travail de fraction dans les syndicats et autres organisations de masse.

L'ignorance de certains membres du parti de leur responsabilité dans la période actuelle, ignorance provenant de leur inéducation politique.

Ces questions sont à l'ordre du jour dans tout le Parti et le deuxième rayon ne fait pas exception. L'opposition de gauche a donné dans sa lettre ouverte aux membres du Parti les moyens de redresser notre Parti.

Diffusons donc cette lettre ouverte, diffusons notre bulletin et la *Vérité* dans le deuxième rayon, comme ailleurs.

*Dans un prochain article nous commenterons la su